



A Paris, le 10 juin 2025

SOUTIEN A LA MARCHE DES FIERTES DE PARIS

Le 3 juin, l'Inter-LGBT¹ a dévoilé l'affiche de la "Marche des Fiertés" qui aura lieu le 28 juin à Paris avec comme mot d'ordre : "Contre l'Internationale réactionnaire, queers de tous les pays unissons-nous".

Une vague de haine de la droite et l'extrême-droite appuyée par le Rassemblement National a alors déferlé depuis sur le collectif, et la région Ile de-France suivie de la DILCRAH ont retiré leurs logos de l'affiche mais surtout leurs financements.

Cette énième polémique portée par l'extrême-droite et relayée dans les médias s'inscrit dans une logique de harcèlement contre toutes celles et ceux qui s'expriment contre les LGBTIphobies, le racisme et le sexisme. Les attaques contre la communauté LGBTQIA+ se sont accrues avec notamment une offensive transphobe importante et la multiplication des attaques sur les réseaux sociaux mais aussi physiques contre les associations LGBTI et féministes.

ASSO Ile De France dénonce les attaques répétées de Valérie Pécresse depuis son élection à la présidence de la région Ile-de-France en 2015 contre les associations de défense des LGBTI+ dont fait partie l'Inter-LGBT. Rappelons que celle-ci s'est illustrée par le passé par son soutien à la Manif pour tous. Nous ne sommes pas dupes-: cette attaque n'est qu'une excuse pour justifier la mise à exécution des coupures de subventions dans les domaines de la culture, la santé sexuelle, la jeunesse et le sport qui étaient de toute façon prévues par la coalition conservatrice à la tête de la région Ile-de-France.

Nous condamnons avec fermeté les propos racistes et discriminatoires formulés dans le cadre de cette polémique. Alors que l'affiche avait pour souhait d'être inclusive en représentant la diversité des personnes mobilisées pour les droits des personnes LGBTQIA+ et la convergence des luttes face au fascisme symbolisé par un homme attrapé par la cravate et assommé, dans un contexte de montée des politiques et des violences d'extrême droite suprémacistes notamment en Europe. Cependant, les réactionnaires sont partis billes en tête, suivis par leurs alliés dont la présidente de la région Valérie Pécresse. Nous souhaitons par ailleurs soutenir les "Prides" partout où elles sont interdites dans le monde, comme récemment en Hongrie. Dans ce contexte de recul des droits en France et à l'international, nous pointons l'irresponsabilité de la décision de la Région Ile-de-France qui contribue à la diabolisation des revendications de la Marche des Fiertés et à compromettre sa sécurité et son avenir.

Comme toujours nous déplorons les menaces de coupures de subventions aux associations. En effet, l'arrêt des financements des associations est une vraie attaque contre leur indépendance et une grave atteinte à la liberté d'expression et d'opinion politique. Nous tenons à réaffirmer que le projet des associations doit être

régi par une démocratie interne, de contribuer au bien commun et ne doit surtout pas se soumettre au-bon vouloir de politiques que ce soit pour des intérêts électoralistes ou idéologiques. Nous ne pouvons pas accepter la vision politique d'un monde associatif réduit à un rôle de porte-parole de l'État, sans possibilité de d'exprimer des points de vue différents. Le monde associatif doit rester un acteur social et démocratique indépendant et un contre-pouvoir. Nous disons « Non à la censure et aux chantages aux subventions ! »

Ces menaces pèsent directement sur les travailleuses et travailleurs des associations dont les emplois sont mis en danger du jour au lendemain selon l'humeur des financeurs. Pire, dans un contexte de hausse des agressions LGBTIphobes et racistes, ces attaques portées par la droite et l'extrême-droite sont de véritables invitations à s'attaquer aux associations de défense des LGBTI et des droits humains. Cette situation tendue constitue une aggravation directe de la santé mentale et physique des travailleuses des associations LGBTI+ déjà précarisé·s et dont les conditions de travail sont devenues de plus en plus difficiles.

ASSO-Solidaires Ile De France soutient les salarié·e·s, volontaires en service civique et toutes les travailleuses qui ont été touché·es par cette attaque. Le 28 juin, nous marcherons ensemble pour les droits des personnes LGBTI+ et contre l'offensive réactionnaire



ⁱ L'inter-LGBT regroupe des associations travaillant sur les questions LGBTI